

ARCADIA



Annual Report on Commodity Analytics and Dynamics in Africa

sous la direction de
Philippe Chalmin
et Yves Jégourel

L'Afrique 2019 et les marchés mondiaux de matières premières

CYCLOPE

 POLICY CENTER
FOR THE NEW SOUTH

THINK • STIMULATE • BRIDGE

ARCADIA

Annual Report on Commodity Analytics and Dynamics in Africa



2019

L'Afrique et les marchés mondiaux de matières premières

Sous la direction de Philippe CHALMIN

et Yves JÉGOUREL

CYCLOPE



Sommaire

À propos du Policy Center for the New South et de CyclOpe	IV
Avant-propos	V
Les collaborateurs d’Arcadia 2019	VII

L’Afrique et les marchés mondiaux de matières premières.....	XI
Introduction générale	XI

Première partie : Les mutations structurelles du continent africain

1

Introduction	La croissance économique mondiale en 2017 et 2018 : bilan et perspectives.....	3
Chapitre I	Évolution du prix des matières premières et perspectives macroéconomiques africaines	15
Chapitre II	La place du continent africain dans les relations internationales : quels rôles pour l’Union africaine ?.....	29
Chapitre III	Responsabilité sociétale et industries extractives en Afrique : bilan et enjeux	37
Chapitre IV	Secteurs extractifs et politiques de contenu local : à la recherche d’un juste équilibre	47
Chapitre V	Financements multilatéraux, dépenses d’infrastructures et politiques d’investissements dans le secteur des matières premières en Afrique.	59
Chapitre VI	Les agricultures africaines au défi de la transformation structurelle ...	67
Chapitre VII	Ressources hydriques, accès à l’eau potable et conflits d’usage : quelles réalités en Afrique sub-saharienne ?	81
Chapitre VIII	L’Afrique et les matières premières minérales non-énergétiques critiques : quels enjeux stratégiques ?	89

Deuxième partie : Les grands marchés de l’Afrique.....

99

I	Grains et agriculture tempérée	101
II	Produits tropicaux.....	131
III	Produits animaux.....	177
IV	Minerais, métaux et engrais	195
V	Énergie.....	231

À propos

Policy Center for the New South

Policy Center for the New South, anciennement OCP Policy Center, est un think tank marocain qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et de relations internationales. à travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays émergents, Policy Center for the New South offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche : 1) Agriculture, Environnement et Sécurité Alimentaire, 2) Économie et Développement Social, 3) Économie et Finance des matières premières, 4) Géopolitique et Relations Internationales.

CyclOpe

CyclOpe est une société d'études spécialisée dans l'analyse des marchés mondiaux des matières premières : elle tire son nom du « Rapport CyclOpe » publié chaque année depuis 1985.

CyclOpe est dirigé par Philippe CHALMIN, professeur à Paris-Dauphine, consultant auprès d'organismes internationaux (OCDE, UE, CNUCED). L'équipe de CyclOpe est constituée d'une soixantaine de spécialistes dans le monde entier.

Avant-propos

Fruit d'une collaboration étroite entre CyclOpe et le Policy Center for the New South, le rapport Arcadia – pour *Annual Report on Commodity Analytics and Dynamics In Africa* – s'est construit sur la base d'un constat simple : les matières premières façonnent et façonneront une large part de la physionomie des économies africaines et doivent, en raison de cette dimension stratégique, faire l'objet d'analyses dédiées. Ce rapport est, à cet égard, probablement unique. Il privilégie en effet une approche particulière conciliant, dans une première partie, des chapitres traitant de thématiques « structurelles » – macroéconomique, géopolitique ou sectorielle : mines, eau, agriculture – et, dans une seconde partie, des chapitres développant une analyse conjoncturelle des marchés mondiaux de produits de base sur lesquels exportent les pays producteurs africains.

Parvenu à sa troisième édition, dont deux sous le label « Arcadia », ce rapport a atteint sa vitesse de croisière. Le lecteur n'y trouvera donc pas de changements majeurs par rapport à l'édition précédente. Ceci ne diminue en rien les ambitions fortes que cette collaboration poursuit : celle de servir, dans une logique constructive, le débat public portant sur les liens complexes unissant les matières premières aux pays africains et, partant, d'œuvrer, modestement, mais résolument, en faveur du développement économique du continent. Cette volonté nous a conduits à opérer des modifications dans ce rapport dans le but permanent d'en améliorer la qualité. La plus importante d'entre elles concerne la périodicité de ce rapport, désormais bisannuel. Visant à permettre une publication plus tôt dans l'année – un aspect crucial de toute analyse périodique s'inscrivant dans un contexte économique et politique mouvant –, cette évolution implique que la période d'analyse couvre désormais deux années et non plus une. De nouveaux auteur(e)s nous ont par ailleurs rejoints et ceux-ci sont, pour la majorité, d'origine africaine. Actant de l'importance des stratégies « Sud-Sud » tout en gardant une orientation résolument internationale, nous avons fait de la présence de ces expert(e)s un des axes stratégiques d'Arcadia. Le lecteur verra en outre l'apparition de nouveaux chapitres traitant

tant de « commodités » qui n'étaient pas présentes dans les versions antérieures. Or, uranium, légumes et fruits autres que tropicaux trouvent désormais leur place dans Arcadia et nous permettent d'appréhender une part croissante de la réalité économique des pays africains. En dépit de notre volonté d'offrir une analyse dense, mais synthétique des évolutions conjoncturelles et structurelles des marchés mondiaux de matières premières, il est à cet égard probable que l'édition prochaine, celle de 2021, s'enrichisse de nouveaux produits africains. Arachides sénégalaises, anacardes ivoiriens, roses kenyanes, cobalt congolais et graphite malgache, mozambicain ou tanzanien : autant de matières premières qui pourraient faire l'objet d'un chapitre dédié. Le lecteur trouvera enfin, dans la première partie « structurelle », des thématiques déjà traitées dans les éditions précédentes (macroéconomie mondiale et africaine, financements, politiques agricoles), mais également de nouvelles analyses. Alors que l'édition 2017 s'était notamment intéressée à la question centrale de l'électrification du continent africain ou à la réalité des codes miniers, l'édition 2019 se penche sur des sujets tout aussi fondamentaux que les politiques dites de « local content », la gestion des ressources hydriques continentales ou la valorisation des minerais stratégiques africains.

Il nous faut également revenir sur la couverture d'Arcadia. Alors que l'édition 2017 avait valorisé les cabosses chamarrées du cacao ivoirien, l'une des matières premières emblématiques de l'Afrique, celle de 2019 a privilégié l'ananas. Si la portée graphique d'une telle image a, en partie, orienté notre choix, elle n'en fut pas la seule raison. Sur le segment des fruits frais, l'Afrique a subi de plein fouet la concurrence de l'ananas « sweet » en provenance du Costa Rica, reléguant ainsi les variétés locales – le Cayenne lisse, le Victoria ou le Pain de sucre – à un rôle très secondaire sur le marché mondial. Portée par une volonté de rendements accrus, cette « commoditisation » de l'ananas n'a pourtant pas fait disparaître les productions africaines qui ont su s'inscrire dans des stratégies de niche, axées sur la qualité et le transport aérien, pour se maintenir à l'exportation. Si l'ananas compte naturellement peu au regard de son poids économique dans les exportations du continent, il a donc probablement une autre valeur dans le monde africain des matières premières : celle de symbole. Cette résilience des économies africaines dans un contexte d'internationalisation croissante des marchés est une des thématiques importantes développées dans le présent rapport Arcadia et se devait, dès lors, d'être illustrée.

Bonne lecture !

Philippe Chalmin

Yves Jégourel

Les collaborateurs d’Arcadia 2019

Philippe CHALMIN
Coordination générale

Professeur d’histoire économique
à l’Université Paris-Dauphine,
Président de l’Observatoire
de la Formation des Prix et des
Marges des Produits Alimentaires

Introduction générale,
Engrais

Yves JEGOUREL
Coordination générale

Maître de conférences, Université
de Bordeaux,
Senior Fellow, Policy Center
for the New South

Introduction générale,
Minerai de fer, Bauxite et
aluminium, Or, Engrais

Abdelhak BASSOU

Senior Fellow, Policy Center
the New South

Chapitre II
(La place du continent
africain dans les relations
internationales : quels rôles
pour l’Union Africaine ?)

Ludovic BERNET

Avocat au Barreau de Paris
Fieldfisher LLP, Africa Group

Chapitre IV (Secteurs
extractifs et politiques
de contenu local :
à la recherche d’un juste
équilibre)

Benoît de CARBONNIÈRES

PDG Forrest Industry,
Groupe Forrest International

Cuivre, Platinoïdes et
diamants, Or

Bénédicte CHATEL

Directrice associée
de Commodity Africa

Cacao, Café

Raphael CHIAPPINI

Maître de conférences, Université
de Bordeaux

La croissance économique
mondiale en 2017 et 2018 :
bilan et perspectives

Patrice CHRISTMANN

Expert indépendant, Krysmine

Chapitre VIII (L’Afrique
et les matières premières
minérales non-énergétiques
critiques : quels enjeux
stratégiques ?)

Sylvie CORNOT-GANDOLPHE	Présidente SCG Consulting	Charbon vapeur
Fatima EZZAHRA MENGOUB	Agroéconomiste, Policy Center for the New South	Chapitre VII (Ressources hydriques, accès à l'eau potable et conflits d'usage : quelles réalités en Afrique sub-saharienne ?
Jean-Christophe DEBAR	Directeur, Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM)	Chapitre VI (Les agricultures africaines au défi de la transformation structurelle)
Marie-Louise DJIGBENOU-KRE	Économiste-chercheur, à la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest	Chapitre I (Évolution du prix des matières premières et perspectives macroécono- miques africaines
Amandine HOURT	Chargée d'études économiques, FranceAgriMer	Sisal et fibres dures, Thé
Abdelkabir KAMILI	Enseignant-chercheur, Centre africain d'économie agricole appliquée et développement (The African-CAAED) Faculté de gouvernance, sciences économiques et sociales de l'Université Mohammed VI Polytechnique. (Maroc).	Produits halieutiques
Alain KARSENTY	Économiste, CIRAD	Bois tropicaux
Elisabeth LACOSTE	Directeur de la Confédération Internationale des Betteraviers Européens, CIBE (Bruxelles)	Sucre
Florent LAGER	Administrateur général adjoint, MPD Congo et Vice-président de la Fédération des Mines du Congo	Chapitre IV (Secteurs extractifs et politiques de contenu local : à la recherche d'un juste équilibre)
Jean-Paul LEHMAN	Expert indépendant	Uranium
Denis LOEILLET	Responsable de l'Observatoire des marchés du Cirad-Persyst UR 26, Rédacteur en chef de la revue FruiTrop (Montpellier)	Fruits et légumes
François LUGUENOT	Expert indépendant	Céréales

Patricio MENDEZ DEL VILLAR	Chercheur au CIRAD, éditeur d'Observatoire Osiriz/InfoArroz (Montpellier)	Riz
Abdellah MOUTTAQI	Secrétaire général, Office national des hydrocarbures et des mines du Maroc	Chapitre III (Responsabilité sociétale et industries extractives en Afrique : bilan et enjeux)
Emmanuel NEE	Directeur du département ingrédients, Touton SA	Vanille & clous de girofle
Clément NOUAIL		Chapitre V (Financements multilatéraux, dépenses d'infrastructures et politiques d'investissements dans le secteur des matières premières en Afrique)
Francis PERRIN	Senior Fellow, Policy Center for the New South	Pétrole, Gaz
Quentin POINTEREAU	Expert indépendant	Coton
Jean-Paul SIMIER	Economiste, spécialiste des marchés agricoles et agroalimentaires, analyste bancaire	Viandes
Abdoul Fattath TAPSOBA	Chargé d'études, doctorant à la fondation FARM	Chapitre VI (Les agricultu- res africaines au défi de la transformation structurelle)
Béatrice BEYER	Mise en page des versions française et anglaise	
Dominique DALLE-MOLLE	Graphiques	
Geoffrey FINCH	Coordination de la version anglaise	
Martine GRANGÉ	Coordination et adaptation	
Claire MABILLE	Couverture	
Isabelle TANGUY	Secrétariat et presse	

L'Afrique et les marchés mondiaux de matières premières

Introduction générale

« Qu'est donc l'équilibre d'un organisme en mouvement, sinon une lutte perpétuelle pour rétablir le jeu des forces contraires et pour créer un accord d'autant plus beau qu'il est instable et menacé ». Cette phrase, extraite de *Défense des lettres* du poète et écrivain français Georges Duhamel, ne saurait mieux s'accorder avec la réalité des marchés mondiaux de matières premières en 2017 et 2018 et, convenons-en, avec celles qu'ont connues alors les sphères économique et politique internationales. D'équilibres, il en fut en effet tant question au cours des deux dernières années. Du surprenant réchauffement – après les invectives – des relations diplomatiques entre les États-Unis et la Corée du Nord à l'affirmation de la Chine dans la promotion du commerce mondial en passant par la reprise des sanctions américaines envers l'Iran ou un Brexit chaque jour plus incompréhensible : leur stabilité fut maintes fois éprouvée, sans jamais qu'elle ne fût irrémédiablement mise en péril.

Lui-même soumis au jeu de forces contraires, le continent africain a, pour sa part, tout autant fait preuve de résilience économique que de détermination politique. Les défis auxquels il doit faire face sont néanmoins à la hauteur de son potentiel et de ses richesses, économiques et humaines. Dans le domaine des matières premières, l'atténuation de la dépendance macroéconomique des pays producteurs et exportateurs à des marchés mondiaux bien versatiles est le premier d'entre eux.

Un équilibre macroéconomique précaire ?

Une rapide lecture de la performance macroéconomique des grandes économies mondiales ne laisse fort logiquement guère apparaître les équilibres instables auxquels elles ont été soumises. Selon les données du Fonds monétaire international (FMI), la croissance du Produit intérieur brut (PIB) mondial s'est ainsi établie à 3,7 % en 2017, un plus haut niveau depuis 2011, en hausse sensible par rapport à 2016. L'année 2018 devrait délivrer une performance identique, mais il ne s'agit probablement pas du fait le plus important. Derrière cette estimation se cachent, en effet, une révision à la baisse du FMI qui estimait initialement que la croissance mondiale serait de 3,9 % cette même année et, plus encore, des perspectives moroses pour 2019 avec une prévision de croissance de 3,5 %. Est-ce à dire que l'économie va mal ? Assurément non, mais les signaux négatifs se sont accumulés et l'optimisme ne peut être de mise sur les années à venir.

S'intéresser aux conditions macroéconomiques mondiales impose fort logiquement de porter son regard sur les économies développées, mais, une fois encore, les statistiques semblent bien insuffisantes pour appréhender toute la réalité des dynamiques aujourd'hui à l'œuvre. Les États-Unis ont ainsi connu une croissance économique de 2,8 % en 2018 – un plus haut depuis 2015 – couplée à une vigueur du marché de l'emploi. Très honorable, cette performance s'est pourtant inscrite légèrement en deçà des ambitions affichées en milieu d'année par le président américain Donald Trump. « We've accomplished an economic turnaround of historic proportions » déclarait-il, avec un triomphalisme peut-être feint, lors de l'annonce des résultats de l'économie américaine pour le deuxième trimestre. Outre la nature contestable de cette affirmation sur le plan historique, il n'est pas certain que cette performance se réitère. La Banque centrale américaine (Fed) a, pour preuve, révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2019, pourtant déjà en retrait : 2,3 % contre 2,5 % anticipés en septembre 2018. Publiés à la fin du mois de février 2019, les chiffres de la croissance américaine pour le quatrième trimestre 2018 sont venus confortés ce sentiment mitigé : 2,6 % en

rythme annuel, contre 3,4 % et 4,2 % au troisième et deuxième trimestre, respectivement. L'analyse que l'on peut porter sur l'économie chinoise diffère de toute évidence radicalement, mais un même diagnostic s'impose : les années à venir connaîtront un rythme de croissance plus faible. Si l'on s'en tient aux statistiques officielles – que d'aucuns considèrent comme largement surestimées –, le PIB réel a crû de 6,6 % en 2018, un rythme certes élevé, mais historiquement en retrait. Cette situation n'évoluera a priori pas favorablement : la croissance chinoise devrait être comprise entre 6 % et 6,5 % en 2019, ce qui ne peut manquer d'inquiéter les autres économies du monde, qu'elles soient développées, émergentes ou en développement.

Ces différentes estimations – et celles que l'on pourrait faire pour la quasi-totalité des économies du globe – s'avèrent cependant très dépendantes d'un certain nombre d'hypothèses, politiques notamment, et les économistes peinent rationnellement à savoir lesquelles sont les plus pertinentes. Pour partie tributaire de la versatilité du président américain Donald Trump, l'avenir du commerce mondial est probablement une des variables les plus instables de l'équation économique qu'il convient de résoudre. Force est pourtant de constater que les économistes voient dans la montée en puissance, à l'échelle internationale, des velléités protectionnistes de sérieux motifs d'inquiétude : le dynamisme de l'économie mondiale est, en large part, lié à celui des échanges internationaux. L'escalade dans l'application des barrières tarifaires entre les États-Unis et la Chine conjuguée à une profonde remise en cause du multilatéralisme par le locataire de la Maison-Blanche ne pouvait dès lors que peser lourdement, directement et indirectement, sur les équilibres économiques extérieurs avec, à la clé, un fléchissement du taux de croissance des exportations de marchandises. Selon l'Association du transport aérien international (Iata), le fret aérien a, à titre d'illustration, crû de 3,5 % en 2018 contre... 9,7 % l'année précédente. La situation était suffisamment préoccupante pour que le leader chinois Xi Jinping s'affirmât comme le chantre du libre-échange dès les premières heures de 2017. De taxes américaines sur l'acier et l'aluminium chinois en mesure de rétorsion chinoise sur le soja américain, les années 2017 et

2018 ont été particulièrement riches en nouvelles peu rassurantes pour l'avenir du commerce mondial, et celui des matières premières en particulier.

Les emportements du Président américain et l'absence fréquente de soubassements économiques à ses décisions politiques ne peuvent cependant faire oublier ni la « méthode Trump » – faisant de « tweets », lapidaires par nature, un préalable à toute négociation – ni les profondes interrogations sur la volonté de la Chine de s'engager durablement dans un commerce mondial libre de toute distorsion de concurrence. Qu'il s'agisse de subventions, de l'accès au marché chinois ou de non-respects de la propriété intellectuelle, celles-ci sont nombreuses et, au demeurant, bien plus fondamentales que celle du déficit commercial américain vis-à-vis de la Chine pourtant érigée en croisade par le leader républicain. Ils ne peuvent non plus faire oublier que, derrière les mesures et les contre-mesures tarifaires, se cache un affrontement pour s'affirmer – ou se maintenir – comme la première puissance économique mondiale. Après celle de ZTE, l'affaire « Huawei », qui a vu l'arrestation au Canada de la directrice financière du groupe de télécommunication chinois Meng Wenzhou pour violation de l'embargo sur l'Iran et pour espionnage industriel, atteste bien que la rivalité entre ces deux géants dépasse très largement le monde des matières premières, pourtant première zone d'affrontement. D'escalades en mesure d'apaisement, le jeu des forces contraires évoqué par Duhamel a-t-il fait son œuvre ? Probablement, à court terme pour le moins. La Chine et les États-Unis ont en effet décidé, le 1er décembre 2018, de repousser au 2 mars 2019 l'introduction de nouvelles taxes et ont annoncé leur volonté respective d'aboutir à un accord. Début mars 2019, les deux géants semblaient même proches d'un accord, mais l'échéance de la levée éventuelle des barrières tarifaires restait incertaine.

Si les tensions sino-américaines ont fort logiquement fait l'objet de toutes les attentions, elles ne constituèrent pas le seul rapport de force dans lequel Donald Trump a engagé le système commercial multilatéral. Premier point de crispation entre les États-Unis et la Chine, l'acier et l'aluminium ont fait l'objet des tensions commerciales avec la quasi-totalité des pays exportateurs, dont le Canada, le Mexique, l'Europe et la Russie.

Oleg Deripaska, dirigeant de Rusal, deuxième plus grand producteur mondial d'aluminium derrière le chinois Hongqiao, a notamment fait l'objet de menaces de sanctions de la part des autorités américaines. Que Washington croisât le fer avec la Russie comme il le fit avec la Chine n'était guère surprenant, qu'il engageât un rapport de force avec le Canada et le Mexique, ses partenaires commerciaux historiques, l'était en revanche bien davantage. Contestant la pertinence des accords de libre-échange existants au profit d'accords commerciaux bilatéraux devenus l'alpha et l'oméga de la politique commerciale américaine, le Président américain a rappelé au monde sa détestation du multilatéralisme. Tandis que l'Union européenne s'affairait à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), États-Unis, Mexique et Canada signaient néanmoins, en novembre 2018, un nouvel accord commercial : le *United States-Mexico-Canada Agreement* (USMCA), en remplacement de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna). Le différend qui les opposait sur l'acier et l'aluminium n'était pas terminé pour autant et Luz María de la Mora, ministre mexicaine adjointe du Commerce, rappelait que cet accord pourrait ne pas être ratifié si les taxes américaines imposées en vertu de l'article 232 sur la sécurité nationale des États-Unis n'étaient pas levées.

En novembre 2018, un nouvel équilibre allait également se faire jour dans la sphère politique américaine, mais il n'allait pas jouer en faveur de Donald Trump : la perte, à l'issue des *midterms*, de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, dont une des conséquences indirectes fut le *shutdown* le plus long de l'histoire américaine après le refus des démocrates de financer le mur à la frontière mexicaine. Sur fond d'enquête du procureur Mueller dont les premières conclusions étaient attendues pour mars 2019 et d'une hypothétique procédure d'*impeachment*, l'agenda politique du Président américain était à l'image des perspectives économiques mondiales : plus sombre.

Des politiques économiques en pleine évolution

D'équilibre, il en était également question au travers de ce que les économistes ont coutume

d'appeler le « policy mix » où se combinent politiques budgétaire et monétaire. Tandis que les premières visent, lorsqu'elles sont expansionnistes, à stimuler la demande interne, les secondes ont pour objet premier de s'assurer de la stabilité des prix. Plus de croissance sans trop d'inflation : tel est le subtil arbitrage qu'il convient d'opérer et il ne s'est guère accordé, en 2018, avec les ambitions de l'administration Trump. Le 19 décembre, la Banque fédérale américaine (Fed) a en effet augmenté ses taux directeurs d'un quart de point, et ce, pour la quatrième fois depuis 2018 et la neuvième fois en dix ans. Alors que la Fed est, à l'instar d'une grande majorité de banques centrales, indépendante du pouvoir politique, Trump a alors signalé son profond mécontentement, considérant que cette hausse n'était pas nécessaire et qu'elle pourrait grever la croissance américaine. Des rumeurs se faisaient même jour sur un possible limogeage de Jerome Powell, l'actuel gouverneur, qui n'avait pas hésité à déclarer lors d'une interview accordée le 19 décembre 2018 à la chaîne CNBC que « les considérations politiques n'influencent en aucune façon les discussions ou décisions de politique monétaire ». Les hausses de taux devraient néanmoins se ralentir en 2019 et 2020, non en raison des velléités supposées du Président américain de remplacer Powell – il n'en a pas le pouvoir –, mais de révisions à la baisse du taux d'inflation et d'un probable impact négatif d'une correction des marchés financiers sur la croissance économique américaine en 2019 ou 2020.

La Chine a également dû s'astreindre à un numéro d'équilibriste et celui-ci a offert de multiples facettes : soutenir – par l'investissement public et les dépenses en infrastructures – sa croissance économique tout en limitant l'essor de sa dette, asseoir la contribution de sa demande interne au PIB sans menacer sa balance extérieure, favoriser – par une baisse du taux des réserves obligatoires et des mesures spécifiques aux Petites et moyennes entreprises (PME) – le crédit à l'économie sans que les prêts dits non performants ne crussent ou, dans un registre bien différent, préserver son industrie lourde tout en multipliant les mesures visant à limiter la pollution dans les grandes régions urbaines. Marchant sur cette ligne de crête depuis plusieurs années désormais, la Chine a, semble-t-il, toujours réussi à convaincre, mais la situation

pourrait évoluer. La dette publique de la Chine compte parmi les éléments inquiétants : celle-ci atteindrait USD 5 200 milliards, auxquels il convient d'ajouter celle des agents privés et celle, bien plus complexe à appréhender, des gouvernements locaux logés dans des véhicules de financement dédiés et, à ce titre, non-inscrite dans leur bilan. En octobre 2018, l'agence de notation S&P estimait que cette dernière pourrait atteindre CNY 40 000 milliards, soit environ USD 5 780 milliards. Le ratio dette/PIB de la Chine oscillerait ainsi, selon les estimations entre 250 % et 315 %, un chiffre en forte hausse sur les dernières années. Signe de ces contraintes macroéconomiques croissantes, le Premier ministre Li Keqiang annonçait, début mars 2019, que l'objectif de croissance pour 2019 était compris entre 6 % et 6,5 % – son plus bas niveau depuis trente ans – et que Pékin engagerait de nouvelles mesures de stimulus fiscal pour soutenir l'activité.

Les dissensions internes européennes

À l'instar de la quasi-totalité des nations insérées dans le commerce mondial, l'Europe a dû naviguer dans les eaux tumultueuses des multiples rapports de force engagés par le locataire de Washington. Portée par une politique toujours accommodante de la Banque centrale européenne (BCE), la croissance économique de la zone euro s'est néanmoins reprise en 2017, tandis que le Royaume-Uni payait, lui, le prix d'une incertitude que les entreprises et, plus encore, les acteurs financiers abhorrent. En prise avec un Brexit décidé lors du référendum de juin 2016, mais dont l'extraordinaire complexité et, probablement, le peu de sens économique n'avaient été pleinement mesurés, Londres voyait l'activité économique du pays fléchir en 2017 pour s'établir à 1,7 % (contre 1,8 % en 2016) et 1,4 % en 2018. Cette dynamique défavorable devrait perdurer, le FMI anticipant des taux de croissance autour de 1,5 % sur les années à venir. Du compromis sur les conditions de sortie de l'Union européenne obtenu le 13 novembre 2018 après des mois de négociation au rejet massif de cet accord par le parlement britannique en janvier 2019, nul ne savait encore, en mars 2019, de quoi l'avenir européen du Royaume-Uni serait fait. Alors que l'hypothèse d'un *hard Brexit*

se renforçait, celle d'un deuxième référendum gagnait symétriquement en crédibilité, le *Labour party* soutenant désormais l'idée d'un deuxième référendum. Le Brexit n'a cependant été qu'une des manifestations les plus visibles des dissensions internes auxquelles l'Union européenne a dû faire face sur la période 2017-2018. Fragilisé par la montée des populismes, l'esprit qui avait animé la construction européenne semble avoir été largement éprouvé au point de voir, en février 2019, la France rappeler – de manière totalement inédite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale – son ambassadeur à Rome, à la suite de déclarations jugées inconvenantes de la part vice-premier ministre italien Luigi Di Maio.

L'Afrique maîtresse de son destin

Tandis que la croissance économique mondiale était largement portée par les pays asiatiques émergents, le continent africain faisait, lui, montre d'une certaine résilience macroéconomique dans ce contexte international troublé. Selon la Banque africaine de développement (BAD), la croissance économique du continent serait, en effet, de 3,5 % en 2018 (contre 3,6 % en 2017) et ce dynamisme devrait perdurer en 2019 et en 2020 avec des taux de croissance attendus de l'ordre de 4 %. Le continent peut, à ce titre, se prévaloir d'accueillir les économies les plus dynamiques au monde. En 2017 et selon les statistiques de la Banque mondiale, six d'entre elles ont bénéficié d'une croissance du PIB réel supérieure à 7 % : la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, le Sénégal et la Tanzanie. Forts de ces performances et si l'on excepte la Libye et les îles Mariannes du Nord, quatre pays africains comptaient ainsi parmi les dix pays au monde ayant connu la plus forte croissance économique.

Bien que ces chiffres demeurent satisfaisants et les perspectives encourageantes, un *satisfecit* général ne saurait être donné. Trois raisons principales le justifient. Le continent africain est, en premier lieu, une zone géographique de plus en plus hétérogène sur le plan économique et les statistiques économiques ont, à cette échelle, une significativité toute relative. Ainsi, tandis que

l'Afrique de l'Est pouvait se prévaloir d'une croissance économique de 5,9 % en 2018, l'Afrique australe était à la traîne, lestée par les faibles performances de l'Afrique du Sud. Les « locomotives » du continent vont mieux, mais elles demeurent en convalescence : en 2017, le Nigéria a vu son PIB croître d'un très modeste 0,8 %, tandis que l'Afrique du Sud connaissait une croissance de 1,3 %. Comme le rappelle la BAD, ces performances ne sont, en second lieu, pas suffisantes pour permettre au continent de faire pleinement face aux défis majeurs qui l'attendent, au premier rang desquels la lutte contre la pauvreté et l'emploi dans un contexte de forte croissance démographique et d'une demande sociale qui ne peut que progresser en conséquence. La dépendance des économies africaines aux marchés extérieurs – et à ceux des matières premières en particulier – demeure, en dernier lieu, très présente et c'est aussi grâce au rebond des cours mondiaux que certains pays du continent ont vu leur performance économique s'améliorer.

Après les *anni horrible* de 2014 et 2015, les cours des produits de base ont ainsi repris une trajectoire ascendante en 2016 et 2017. Selon les indices mensuels calculés par la Banque mondiale¹, les prix de l'énergie ont progressé de 84 % entre janvier 2016 et janvier 2019 et de près de 7 % entre janvier 2017 et janvier 2019. Une même dynamique s'observe pour les métaux de base et les métaux précieux, mais dans des proportions moindres : + 32 % pour les premiers et + 16 % pour les seconds entre 2016 et 2019. Les produits agricoles ont, pour leur part, évolué en ordre dispersé. Tandis que l'indice représentatif des « boissons » (cacao, café, thé) reculait de plus de 12 % sur la période, celui des grains gagnait 6,8 %. 2018 s'est, en revanche, avérée être beaucoup moins favorable : la quasi-totalité des indices « matières premières » de la Banque mondiale s'est repliée, à l'exception des grains et, plus encore, des engrais. Cette dépendance des économies africaines aux marchés mondiaux de matières premières n'est évidemment pas chose nouvelle et différentes politiques ont été engagées depuis plusieurs années pour tenter de rompre ce lien. L'accroissement de la transformation locale des matières produites en

¹ Voir <http://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets>

Afrique s'est notamment affirmé comme une des priorités politiques des pays exportateurs dans ce domaine. Compréhensible, voire légitime, d'un point de vue politique, cette stratégie doit être questionnée sur le plan économique. De l'extraction du minerai à la métallurgie ou de celle du brut au raffinage pétrolier, les chaînes de valeur des matières premières sont bien souvent longues. Les parcourir de l'amont à l'aval non seulement nécessite d'importants investissements – ce qui pose la question de leur rentabilité économique –, mais également modifie les avantages comparatifs dont disposent les pays exportateurs. Produire de l'aluminium en Afrique sur la base de la bauxite puis de l'alumine disponible localement c'est, à titre d'exemple, affronter la Chine, leader mondial de la production primaire, sur son propre terrain. Ceci ne signifie en rien que ces stratégies de transformation locale sont à proscrire, mais elles ne peuvent, à l'inverse, être érigées en modèles d'industrialisation pour les pays africains exportateurs de matières premières.

Vers une nouvelle crise financière en 2020 ?

Actant de l'incertitude sur la croissance économique mondiale, les principales places boursières ont vu leurs indices de référence fortement chuter sur la dernière partie de l'année 2018 : le S&P 500 est ainsi passé de 2930 points le 21 septembre 2018 à 2416 le 21 décembre 2018, au lendemain de la hausse des taux de Fed. Le *footsie* britannique s'est, lui aussi, inscrit dans une dynamique fortement baissière en 2018 : il avait atteint le record de 7860 points le 21 mai 2018 avant de chuter lourdement pour atteindre 6586 points le 27 décembre de cette même année, soit environ le niveau qu'il avait à la fin de l'année 2016. L'indice de la bourse de Shanghai n'a pas été épargné par cette tendance baissière. Si les marchés financiers se sont repris sur les deux premiers mois de 2019, certains économistes les plus pessimistes n'hésitaient pas à prédire la survenance d'une nouvelle crise financière en 2020. Une situation qui serait d'autant plus catastrophique que les États ne disposeraient pas, selon David Lipton, le premier directeur général adjoint du FMI, de suffisamment de ressources pour y faire face. L'ancien chef écono-

miste du FMI et universitaire Kenneth Rogoff rappelait, pour sa part, que les marges de manœuvre dont disposeraient les nations pour faire face à une nouvelle crise seraient largement réduites par rapport à 2008. En dépit des multiples réformes engagées pour sécuriser les systèmes bancaire et financier internationaux, les mécanismes seraient en effet encore incomplets. « Réparez le toit tant qu'il fait encore beau » enjoignait-il alors.

2017 et 2018 : années de forts enjeux politiques en Afrique

Envisager les marchés mondiaux de matières premières impose, par nature, de ne pas se restreindre aux « seules » analyses économiques. De ce point de vue, il est important de rappeler que le continent africain a été marqué, en 2017 et 2018, par un certain nombre d'événements politiques, au premier rang desquelles des élections présidentielles dans de nombreux pays : Somalie, Rwanda, Kenya, Angola, Liberia, Sierra Leone, Égypte, Mali, Zimbabwe, Cameroun, Éthiopie, Madagascar, ainsi qu'en République démocratique du Congo (RDC). Débutant, contre toute attente, avec l'arrivée au pouvoir du Gambien Adama Barrow après vingt-deux années passées sous la présidence de Yahya Jammeh, l'année 2017 s'est achevée avec le départ du président zimbabwéen Robert Mugabe, contraint à la démission après une intervention de l'armée. Elle a également été marquée, parmi tant d'autres événements, par la seconde élection d'Uhuru Kenyatta à la tête du Kenya après une annulation de la Cour suprême, par celle de Paul Kagamé au Rwanda et, le même mois, par celle de João Lourenço en Angola, mais aussi par la transition démocratique qui s'est opérée au Liberia, au profit de George Weah. La RDC, elle, restait dans un *statu quo* après le report, d'un an initialement, des élections présidentielles. Il aura en réalité fallu attendre le 30 décembre 2018 pour que soit « élu » Félix Tshisekedi à la tête du pays. Au début de cette même année et après de nombreux mois de contestation, Jacob Zuma, désavoué par son parti après des affaires de corruption, démissionnait pour sa part de la présidence de la République d'Afrique du Sud au profit du Vice-président Cyril Ramaphosa, son principal opposant au sein du congrès national africain.

Les élections du 24 février 2019 ont, quant à elle, permis à Macky Sall d'être reconduit dès le premier tour à la présidence de la République du Sénégal, tandis qu'en mars une vague populaire de contestation envahissait les rues d'Alger dans la perspective des élections présidentielles de 2019. Marquées tantôt par une continuité politique tantôt par des ruptures parfois inattendues, ces élections, pour fondamentales qu'elles fussent, ne peuvent faire oublier l'importance des interactions politiques à l'échelle continentale. Parmi les événements marquants dans ce domaine figure le retour, en 2017, du Royaume du Maroc au sein de l'Union africaine et la signature, en juillet et septembre 2018, d'accords de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée, mettant ainsi fin à près de cinquante-sept années de conflits dans la région.

Sur un volet plus économique, mais tout aussi symbolique pour l'avenir du continent, figure l'adoption, le 21 mars 2018, du principe d'une zone de libre-échange continentale (ZLEC) par quarante-quatre pays africains. Moins contraignante qu'une union douanière, une zone de libre-échange repose sur la suppression des tarifs douaniers entre pays signataires tout en conservant le principe de la souveraineté nationale au regard des droits de douane appliqués aux pays non membres. L'enjeu est considérable pour l'avenir économique de l'Afrique et notamment pour le secteur des matières premières. La promotion d'un vaste marché continental sur lequel se vendraient des produits précédemment échangés sur des marchés mondiaux fortement volatils pourrait, en effet, permettre de stimuler les secteurs productifs nationaux et, idéalement, de stabiliser les revenus d'exportation, gage d'une plus grande efficacité macroéconomique. L'intérêt de la ZLEC ne saurait cependant être vu par le prisme d'une quelconque valeur incantatoire

tant les conditions pour qu'elle s'affirme comme un succès économique sont nombreuses. Dans le domaine agricole où l'Afrique demeure bien souvent importatrice, la capacité des pays producteurs à répondre au surcroît de demandes qui leur serait adressé dépendrait ainsi très largement de leur propension à améliorer la compétitivité-prix de leurs produits. Productivité accrue, accès facilité aux financements, amélioration des infrastructures énergétiques et de transport, renforcement du capital humain : les chantiers pour y parvenir sont, en réalité, bien connus. Les bénéfices attendus d'une zone de libre-échange reposent en outre sur l'affirmation que l'accroissement de la compétition entre les pays signataires est bénéfique sur le plan économique. Elle peut néanmoins être vectrice d'inégalités de salaires qu'elles soient intra et intersectorielles, d'inégalités de genre ou d'inégalités spatiales, ce que l'Afrique devra, en toute unité, foncièrement combattre.

Promouvoir la demande interne de l'Afrique et être en capacité d'y répondre tout en s'insérant dans les chaînes de valeur internationales, financer le développement économique sans se surendetter, valoriser les différents secteurs des matières premières tout en limitant la vulnérabilité macroéconomique qu'ils induisent trop souvent et, plus fondamentalement encore, s'inscrire dans une stratégie de croissance sans qu'une explosion des inégalités sociales ne l'accompagne : tels sont, en définitive, les quatre équilibres fondamentaux que le continent doit atteindre sur la décennie à venir. Il en va de sa trajectoire économique bien sûr et du bien-être de ses populations, mais également de celles des autres pays du monde. En raison de ses multiples richesses, démographique notamment, et de son niveau de développement, l'Afrique est en effet un réservoir de croissance à nul autre pareil.